**ARRÊTÉ N° A – 2025-05 DU CONSEIL GÉNÉRAL
DU 19 MARS 2025**

relatif aux primes et indemnités versées dans la filière fiduciaire

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE,

Vu l'article L. 142-2 du code monétaire et financier,

Vu l'arrêté n° A-2015-10 du conseil général du 23 novembre 2015 relatif à l'instauration d'une indemnité de fonction versée aux responsables de caisse et à leurs adjoints,

Vu l'arrêté n° A-2018-01 du conseil général du 9 février 2018 relatif à l'instauration d'une prime de polyvalence destinée aux opérateurs sur monnaie fiduciaire,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 19 mars 2025,

ARRÊTE :

I- Prime de fonction de management dans les caisses et centre fiduciaire

Article 1^{er} : Une prime de fonction est accordée aux agents assurant des fonctions de management dans les caisses, les centres fiduciaires et les centres-forts automatisés en fonction de leur niveau de responsabilité :

- Pour les postes de « Responsable de caisse et assimilés », les conditions d'attribution de la prime sont fixées aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;
- Pour les postes « Adjoint de caisse et manager de proximité », les conditions d'attribution de la prime sont fixées aux articles 5 et 6 du présent arrêté.

Sont exclus du périmètre de cette prime de fonction, les directeurs des centres fiduciaires et centres-forts automatisés.

Section I – Conditions d'attribution de la prime pour les postes de « Responsable de caisse et assimilés »

Article 2 : Sont éligibles à la prime « Responsable de caisse et assimilés », les agents affectés sur les postes de :

- Responsable de caisse dans le Réseau ou dans le centre fiduciaire de Lyon-Gerland ;
- Responsable du service d'approvisionnement de valeurs du centre fiduciaire de Chamalières ;
- Responsable des serres nationales dans le centre fiduciaire de Chamalières ;
- Responsable de caisse dans le centre-fort automatisé du CEFINOF ;
- Responsable des guichets et de la supervision des équipements dans le centre-fort automatisé de Paris la Courneuve ;
- Responsable des ateliers dans le centre-fort automatisé de Paris la Courneuve ;
- Responsable des services de Caisse de la Caisse de Paris.

Article 3 : Le montant de base de la prime versée aux agents affectés sur un poste visé par l'article 2 du présent arrêté est calculé selon un barème comptant 3 niveaux en fonction de la catégorie de personnel et du niveau de l'agent titulaire ou contractuel. Cette prime forfaitaire est versée mensuellement et, le cas échéant, au prorata du régime de travail de l'agent.

Niveau de la prime	Catégorie et Niveau de l'agent	Montant de base annuel
Niveau 1	Cadre de niveau 4 et Cadre de direction (de niveau 1 à 4)	3 188,35 €
Niveau 2	Cadre de niveau 3	2 599,74 €
Niveau 3	Cadre de niveau 1 et de niveau 2	2 060,17 €

Article 4 : Les agents qui ont perçu pendant au moins 12 mois consécutifs la prime de fonction « Responsable de caisse et assimilés » et qui, suite à une mobilité fonctionnelle, en perdent le bénéfice perçoivent, à partir du mois suivant, une indemnité de maintien de ressources dégressive et temporaire. Cette indemnité est versée pendant une durée maximale de 36 mois.

Le montant mensuel de l'indemnité de maintien de ressources est égal à :

- 100 % du dernier montant de la prime de fonction perçue, pendant 12 mois,
- 75 % de ce même montant, pendant les 12 mois suivants,
- 50 % de ce même montant, les 12 derniers mois.

Le montant de l'indemnité de maintien de ressources ne peut excéder le montant total perçu au titre des précédentes fonctions de responsable de caisse et assimilés ; elle cesse d'être versée lorsque l'agent accède au niveau 5 de la catégorie Cadre de direction.

Section II – Conditions d'attribution de la prime pour les postes d' « Adjoint de caisse et manager de proximité »

Article 5 : Sont éligibles à la prime « Adjoint de caisse et manager de proximité », les agents affectés sur les postes de :

- Adjoint du responsable de caisse dans le Réseau ;
- Adjoint du responsable de la caisse de Paris ;
- Adjoint du responsable de caisse dans le centre-fort automatisé du CEFINOF ;
- Adjoint du responsable des guichets et de la supervision des équipements dans le centre-fort automatisé de Paris la Courneuve ;
- Adjoint du responsable des ateliers dans le centre-fort automatisé de Paris la Courneuve ;
- Responsable de mission transport et de l'activité convois dans le centre-fort automatisé de Paris la Courneuve et le centre fiduciaire de Chamalières ;
- Responsable d'équipe ou animateur en charge d'un atelier de tri, ou du guichet, ou de la gestion des flux, ou de la cellule de supervision des équipements ou de la gestion des valeurs convois.

Article 6 : Le montant de base de la prime versée aux agents affectés sur un poste visé par l'article 5 du présent arrêté est calculé selon un barème comptant 4 niveaux en fonction de la catégorie de personnel et du niveau de l'agent titulaire ou contractuel. Cette indemnité forfaitaire est versée mensuellement et, le cas échéant, au prorata du régime de travail de l'agent.

Niveau de la prime	Catégorie et Niveau de l'agent	Montant de base annuel
Niveau 1	Cadre de niveau 4 et Cadre de direction (de niveau 1 à 4)	1 863,96 €
Niveau 2	Cadre de niveau 3	1 667,76 €
Niveau 3	Cadre de niveau 1 et de niveau 2	1 569,65 €

Niveau 4	Non cadre	1471,55 €
-----------------	-----------	-----------

II- Indemnité d'empilage-dépilage

Article 7 : Une indemnité d'empilage-dépilage est accordée aux agents qui réalisent des manipulations répétitives ou de charges lourdes liées au traitement des valeurs fiduciaires. Cette prime est attribuée :

- Aux agents occupant un poste d'opérateur sur monnaie fiduciaire dans les caisses non modernisées ainsi qu'aux agents effectuant des missions d'intérim dans ces caisses ;
- Aux agents qui conditionnent les envois de billets euros dans des caisses en bois pour l'exportation ;
- Aux agents qui réalisent le tri et le conditionnement des pièces jaunes dans l'atelier de tri de monnaie de Paris La Courneuve ;
- Aux agents qui manipulent des barres d'or et des monnaies or.

Article 8 : Le montant de base de l'indemnité visée par l'article 7 du présent arrêté est de 0,05 euros pour les manipulations de billets et pièces et de 0,01 euros pour les manipulations de barres d'or et de monnaies d'or. Ce montant est multiplié par un nombre de manipulations réalisées par l'agent. Ce nombre est déclaré par le responsable de l'unité.

III- Prime de polyvalence destinée aux opérateurs sur monnaie fiduciaire

Article 9 : Les agents occupant un poste d'opérateur sur monnaie fiduciaire dans les caisses modernisées, le centre fiduciaire de Lyon-Gerland, les centres-forts automatisés de Paris la Courneuve (PLC) et du CEFINOF, ainsi que les agents affectés dans un service d'intérim qui effectuent des missions dans ces services et unités, perçoivent une prime de polyvalence dans les conditions fixées par les articles 10 à 14 du présent arrêté.

Article 10 : La prime de polyvalence est versée sous réserve que les 3 conditions suivantes soient réunies :

1. La présence effective de l'agent ;
2. L'effectivité de la rotation sur l'ensemble des postes. L'agent doit se conformer au planning établi par le responsable de caisse ;
3. La capacité de l'agent à tenir plusieurs postes en fonction de son lieu d'affection :
 - Dans les caisses modernisées et le centre fiduciaire de Lyon-Gerland: la capacité à tenir tous les postes d'opérateur sur monnaie fiduciaire de la caisse ou du centre fiduciaire ;
 - Dans les centres-forts automatisés PLC et du CEFINOF :
 - La capacité à maîtriser toutes les activités dans l'atelier de tri (préparateur, réconciliateur et superviseur),
 - Ou la capacité à maîtriser les postes de préparation / réconciliation dans l'atelier de tri et le poste de la Cellule de supervision des guichets,
 - Ou la maîtrise de toutes les activités de l'atelier de tri et celles de la Cellule de supervision des guichets ou bien de la Cellule de supervision des équipements.

La prime est attribuée, par demi-journée, après validation du jour ou de la demi-journée de de travail par le responsable de la caisse.

Article 11 : Le versement de la prime de polyvalence est découpé en 2 niveaux en fonction de la capacité de l'agent à tenir plusieurs postes.

Niveau de la prime	Conditions de capacité de l'agent à tenir plusieurs postes en fonction du lieu d'affectation	Montant de base journalier
Niveau 1	<p><u>Dans une caisse ou le centre fiduciaire de Lyon-Gerland</u> : Assurer les 3 fonctions sur machine M7, la gestion des flux et le guichet institutionnel</p> <p><u>Dans un centre-fort automatisé</u> : Assurer les 3 fonctions sur machines M7</p> <p>Ou</p> <p>Assurer 2 des 3 fonctions du M7 et le guichet automatisé</p>	6,54 €
Niveau 2	<p><u>Dans un centre-fort automatisé</u> : Assurer les 3 fonctions sur machines M7 et le guichet automatisé</p> <p>Ou assurer la cellule de supervision des équipements</p>	10,22€

Article 12 : Le bénéfice de cette prime est, pour une même journée de travail, exclusif du versement de l'indemnité d'empilage-dépilage prévue aux articles 7 et 8 de ce présent arrêté, hors dispositif de maintien de ressources visé à l'article 14.

Article 13 : La bascule de l'indemnité d'empilage-dépilage à la prime de polyvalence se fait progressivement caisse par caisse dans le cadre du calendrier de modernisation des caisses. La prime de polyvalence entre en vigueur à une date fixée dans le cadre du projet de modernisation de la caisse après la migration vers l'informatique-logistique (MIDEF).

Article 14 : Un mécanisme de maintien de ressources, dégressif et temporaire, est mis en œuvre pour compenser partiellement le différentiel entre les montants perçus au titre de l'indemnité d'empilage dépilage avant la bascule et ceux perçus au titre de la prime de polyvalence après la bascule dans les caisses modernisées

Ce maintien de ressources dégressif est versé annuellement pendant 3 ans. Son montant est calculé à partir du montant de l'indemnité d'empilage-dépilage perçu sur les 12 meilleurs mois parmi les 24 précédant la bascule selon les règles suivantes :

- (Montant de l'indemnité d'empilage-dépilage perçu sur les 12 meilleurs mois parmi les 24 mois précédant la bascule) x (75 %) - prime de polyvalence perçue, la première année ;
- (Montant de l'indemnité d'empilage-dépilage perçu sur les 12 meilleurs mois parmi les 24 précédant la bascule) x (50 %) - prime de polyvalence perçue, la deuxième année ;
- (Montant de l'indemnité d'empilage-dépilage perçu sur les 12 meilleurs mois parmi les 24 précédant la bascule) x (25 %) - prime de polyvalence perçue, la troisième année.

IV- Prime de contrôle du recyclage externe

Article 15 : Une prime de « contrôle du recyclage externe » est attribuée au personnel de caisse, centres fiduciaires et centres fiduciaires automatisés et aux agents affectés au pôle Supervision recyclage de l'US 1434-PCAF qui exercent de manière permanente ou ponctuelle des missions de contrôle sur place de la filière fiduciaire dans les conditions fixées par l'article 16 du présent arrêté.

Article 16 : Le montant de base de la prime de contrôle du recyclage externe est fixé à 8,18 euros par mission de contrôle (Mission Déléguée Test, mission complète billets, mission complète pièces et mission de suite programmée suite à un constat de non-conformité lors de la mission précédente). Le nombre de missions peut varier d'une à deux par journée. La prime est versée avec le traitement ou le salaire du mois calendaire suivant les semaines ouvrant droit à la prime. Elle est cumulable avec toutes autres primes le cas échéant.

V- Dispositions finales

Article 17 : Les montants de base de toutes les primes et indemnités visées par le présent arrêté suivent les évolutions générales des traitements : ils sont affectés d'un coefficient fixé par décision réglementaire du Gouverneur. Le coefficient applicable est 1,2232 à la date de publication du présent arrêté.

Article 18 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au registre officiel de la Banque de France. Les arrêtés n° 2015-10 du conseil général du 23 novembre 2015 et n° 2018-01 du conseil général du 9 février 2018 sont abrogés. Les références faites, dans les arrêtés, décisions réglementaires, circulaires et contrats de travail aux arrêtés n° 2015-10 du conseil général du 23 novembre 2015 et n° 2018-01 du conseil général du 9 février 2018, s'entendent comme faites au présent arrêté.

Fait à Paris, le 19 mars 2025

Pour le Conseil général :

Le Gouverneur de la Banque de France, Président

François VILLEROY de GALHAU